



Réseau
Sortir du nucléaire

PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNEL 2018-2019

Document interne de travail
Version provisoire en date du 16 février 2018

Sortir du nucléaire

 Réseau
Sortir du nucléaire
www.sortirdunucleaire.org

Qu'est-ce qu'on attend ?

Préambule et introduction

Préambule à destination des groupes

Introduction

1/ Mise en place d'un plan de communication global

I – Adapter nos messages sur nos grandes thématiques à différents publics

1. Transition énergétique et fermeture des vieux réacteurs : de multiples messages à faire passer
2. Verser au débat les éléments pour rendre inéluctable l'abandon de l'EPR et du « nouveau nucléaire »
3. Faire de l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure un sujet majeur
4. Relancer le débat sur l'arme nucléaire

II – Mieux identifier les différents publics et adapter nos messages aux destinataires pour favoriser leur engagement

1. Mieux connaître les destinataires potentiels de nos messages
2. Accroître l'engagement des sympathisant.e.s et rechercher de nouveaux donateurs

III - Améliorer nos outils et canaux de diffusion pour toucher le plus grand nombre

1. Accroître la notoriété du Réseau en renforçant notre communication médiatique
2. Investir l'événementiel pour toucher de nouveaux publics
3. Améliorer nos outils d'informations et de diffusion pour permettre aux sympathisant.e.s de s'informer mieux et plus facilement
4. Améliorer les outils de diffusion des informations destinés spécifiquement aux militant.e.s
5. Permettre au plus grand nombre d'afficher ses convictions

2/ Développer nos campagnes, nos actions nationales et les luttes locales

I- S'adapter au renouveau des mouvements sociaux

1. Favoriser la complémentarité des pratiques
2. Développer des formes simples de mobilisation et d'implication et renforcer le pouvoir d'agir
3. Soutenir et organiser des actions illégales

II- Augmenter la visibilité de nos campagnes, de nos actions nationales et des luttes locales

1. Mettre en place au moins une campagne et un événement national par an
2. Privilégier les actions efficaces
3. Poursuivre et amplifier le travail juridique
4. Renforcer le travail d'enquête et la surveillance citoyenne

5. Faire de la Maison de Bure un lieu de ralliement pour les militant.e.s du Réseau

III- Développer le plaidoyer et les stratégies d'alliance

1. Développer une stratégie de sensibilisation et de contacts auprès des élu.e.s
2. Le Réseau comme interlocuteur des décideurs ?
3. Renforcer la collaboration avec les organisations nationales pratiquant le plaidoyer
4. Constituer des partenariats avec d'autres mouvements
5. Se rapprocher d'alliés potentiels dans les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire

3/ Faire réseaux et dynamiser l'association

I. Renforcer l'accompagnement et le soutien aux groupes et aux militants actifs sur le terrain

1. Partir des besoins et mieux les identifier
2. Développer le soutien aux groupes et aux actions sur le terrain
3. Développer des dynamiques multiples et animer des communautés
4. Créer du lien et des échanges
5. Développer la formation

II - Dynamiser la vie associative et faire vivre la démocratie interne

1. Impliquer l'ensemble des acteurs du Réseau dans la vie associative
2. Ouvrir le Réseau aux personnes physiques
3. Faire vivre le Réseau à l'échelle de bassins de lutte, favoriser les assemblées de lutte et un fonctionnement horizontal
4. Définir une politique de communication interne

4/ Mieux structurer les moyens au service de nos objectifs

I- Améliorer l'organisation interne

1. Faire évoluer la gouvernance et mettre en adéquation le fonctionnement de la structure avec notre projet associatif
2. Vers une véritable politique des richesses humaines
3. Emménager dans de nouveaux locaux

II- Mettre notre budget en rapport avec l'ambition de nos objectifs

1. Renforcer nos moyens de communication sur le plan national
2. Développer les partenariats financiers nationaux
3. Développer les dons importants

III – Améliorer les systèmes d'informations

1. Stabiliser la base de données des contacts et mettre en place un nouvel outil de gestion
2. Évolution des outils informatiques
3. Optimisation et amélioration des coûts externes
4. Renforcer la sécurité et la sauvegarde de notre système informatique

Conclusion : quel cap pour le Réseau en 2022 ?

Préambule et introduction

Préambule à destination des groupes

Les statuts précisent dans son article 10.15 que le Conseil d'Administration « anime le processus d'élaboration stratégique du Réseau "Sortir du nucléaire" et met en œuvre la stratégie décidée par l'Assemblée Générale » et « présente chaque année à l'Assemblée Générale ou au Congrès un rapport moral, un rapport financier, un rapport d'orientation et les comptes de l'exercice clos.

Lors de l'Assemblée Générale de février 2017 un Document d'Orientation Stratégique 2016-2019 (DOS) de 12 pages a été présenté et débattu, ce qui a permis de dégager 4 grandes priorités stratégiques :

- Non au "nouveau nucléaire" en France comme à l'international
- Non au rafistolage des réacteurs
- Soutenir et amplifier la lutte contre le projet CIGÉO à Bure
- Stop aux armes nucléaires

Deux autres pistes d'actions concrètes ont également été proposées pour les années à venir :

- Nucléaire, pour en sortir, bloquons toute nouvelle implantation !
- Soutenir le développement des alternatives énergétiques.

Après ce premier travail de formalisation de notre stratégie et suite à l'Assemblée Générale 2017, la **rédaction d'un plan d'action opérationnel** a été lancée, en articulation et en complément du DOS.

L'objectif de ce plan d'action est de **se doter d'une feuille de route plus précise et de réaliser une projection, afin d'anticiper sur les moyens à mettre en œuvre.** Il permettra également de se doter d'objectifs quantifiables dans le temps et d'en assurer un suivi afin de mieux évaluer notre action et ainsi de pouvoir progresser et améliorer nos activités ainsi que notre fonctionnement interne. Il s'agit d'un plan « glissant » sur deux ans (*à terme 3 ans – de congrès en congrès*) qui sera mis à jour chaque année avant l'AG ou le congrès afin de porter tous les ajustements nécessaires. Bref, il s'agira d'un document évolutif !

Ce plan d'action a été élaboré de manière collaborative et partagée entre administrateurs et salariés, en se basant notamment sur nos observations, sur des bilans et sur les besoins venant du terrain. La version du document qui vous est proposée maintenant est une première ébauche dans le but de récolter vos questions, remarques, suggestions et propositions en amont de l'AG qui aura lieu à Lyon les 12-13 mai 2018. Une version améliorée comprenant les retours des groupes sera présentée au début de l'AG. Ce document est donc aussi le vôtre et ce à titre, vos avis seront particulièrement importants. Des temps de débats et d'ateliers sur certains aspects de ce plan d'action seront proposés lors de l'AG, afin de favoriser les échanges, d'aller vers une co-construction et d'en permettre l'appropriation par les groupes. Ce plan d'action sera ce que nous en ferons et vous en serez les premiers acteurs pour le mettre en œuvre sur le terrain. **Ensemble, en route vers le changement !**

Introduction

Nulle part ailleurs dans le monde, il n'existe une coordination nationale anti-nucléaire dotée d'un tel niveau d'organisation et d'action. Notre association est un réseau unique

en son genre au service d'une France et d'un monde sans nucléaire. La charte, constitue le texte fondateur de l'association, signée par plus de 61 000 personnes et 918 associations.

L'objectif premier du Réseau « Sortir du nucléaire » à travers cette charte est la sortie urgente du nucléaire civil et militaire : obtenir l'abandon du nucléaire en France grâce à une autre politique énergétique, en favorisant notamment la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de production électrique ; obtenir l'abolition des armes atomiques en France et dans le monde.

Au fil du temps et au cours de ses 20 ans d'existence, le Réseau "Sortir du nucléaire" est devenu une référence incontournable. Il permet d'ancrer résolument et visiblement la parole antinucléaire dans le paysage énergétique français et dans le milieu militant. Plus qu'un simple outil, le Réseau "Sortir du nucléaire" est devenu au fil des années un centre majeur de débats, de réflexion, d'échanges, d'animation, d'actions et de porte-parole de la cause anti-nucléaire en France.

Après 20 ans d'existence au service des luttes, si l'outil « Réseau » garde plus que jamais toute sa pertinence, il doit également **opérer un virage, se renouveler et s'adapter à une société et un monde militant en pleine évolution, bien différents du contexte dans lequel il a été créé.**

Impulser, coordonner et participer à des actions d'ampleur locale, nationale et internationale. Effectuer, jour après jour, un travail essentiel dans les domaines publics, médiatiques, politiques et juridiques. Notre rôle est majeur !

Ce virage et ce développement passeront par un appui et un accompagnement accru aux actions des groupes et aux luttes locales pour leur permettre de fédérer le plus grand nombre de personnes possibles. Cela passera également par la rénovation de nos modes d'actions et nos formes d'apparition dans l'espace public, la refonte de notre communication avec la mise en place d'une stratégie digitale, d'un plan de communication global et par le déploiement de campagnes d'informations pour convaincre le grand public.

Sans oublier notre socle de valeurs - c'est à dire les principes auxquels nous souhaitons collectivement accorder une attention particulière et qui nous rassemblent - qui reste à préciser, pour compléter et mettre à jour notre Charte fondatrice.

⇒ **Un débat sur notre socle de valeurs communes sera programmé pour le Congrès 2019, débat dont les modalités restent à préciser.**

Grâce à ce plan d'action, **le Réseau "Sortir du nucléaire" entre progressivement dans une dynamique du changement**, qui lui permettra de renforcer son action et de continuer à s'affirmer, jour après jour, comme une force anti-nucléaire incontournable aux niveaux local, national et international.

1/ Mise en place d'un plan de communication global

Les missions du Réseau "Sortir du nucléaire" sont plurielles et diverses : diffuser une information indépendante et de qualité sur le nucléaire et les alternatives, jouer un rôle de contre-pouvoir par des actions de terrain, de plaidoyer et en justice, soutenir et amplifier les luttes locales...

Pour les mener à bien, **la communication est un enjeu essentiel**, qu'il s'agisse de toucher le plus grand nombre de sympathisant.e.s, faire passer nos messages auprès des médias ou délivrer aux groupes et militant.e.s les informations nécessaires pour agir (sans parler de la communication vers les donateurs, essentielle pour assurer la pérennité et l'indépendance financière de l'association).

Pour agir de manière plus efficiente et plus cohérente, il est donc prévu que le Réseau se dote enfin d'un plan de communication global, afin de disposer d'une vue d'ensemble de nos outils et actions de communication et des améliorations et chantiers à engager dans les deux années à venir. La vocation de cette partie est donc d'identifier les axes et étapes de ce plan de communication, notre objectif étant de toucher et donner l'envie d'agir au plus grand nombre.

Actuellement en cours d'élaboration – et ce en l'absence de chargé.e de communication grand public qui entrera en fonction en mars 2018 - ce plan de communication n'est pas figé. S'il prend en compte les actions en cours et celles qui sont prévisibles au regard de nos grands axes de travail, un travail de définition d'objectifs quantitatifs reste encore à réaliser et le contenu de ce plan de communication pourrait être amené à évoluer en fonction des priorités fixées par l'AG. Et bien sûr, il s'agit aussi de conserver une capacité de réactivité face à une actualité par nature imprévisible.

I – Adapter nos messages sur nos grandes thématiques à différents publics

L'objectif est ici de recenser les principales thématiques sur lesquelles le Réseau devra communiquer dans les années à venir (au vu des campagnes en cours et des échéances prévisibles), et quels messages porter vers les différents destinataires (médias, grand public, sympathisant.e.s, militant.e.s...). Même si l'actualité pourra amener à remettre en question ce choix, l'idée est de se focaliser sur les grandes thématiques actuellement couvertes par le Réseau, pour éviter une dispersion préjudiciable.

Le nucléaire est certes un sujet technique et complexe, mais c'est aussi une question de société qui concerne tout un chacun. La communication du Réseau doit donc répondre à différents impératifs en fonction des destinataires : crédibiliser l'association auprès des décideurs et politiques en donnant à voir la maîtrise des dossiers ; mais aussi fournir des analyses aux militant.e.s et également **rendre les enjeux compréhensibles au plus grand nombre en menant un important travail de vulgarisation**. Pour chacune de nos différentes thématiques, le Réseau devra s'attacher à rechercher les angles les plus à même de parler au grand public (risques d'accident, coûts, impact des pollutions, irresponsabilité de l'État pour protéger les citoyens... sans pour autant verser dans une approche trop anxiogène).

1. Transition énergétique et fermeture des vieux réacteurs : de multiples messages à faire passer

L'un des principaux axes du Réseau recoupe la question de la fermeture des réacteurs les plus anciens et/ou les plus dangereux et celle de la transition énergétique au sens large. **Notre objectif est d'obtenir la fermeture programmée du plus grand nombre de réacteurs dans le quinquennat et au-delà.** En complément des mobilisations et actions en justice, le rôle du Réseau en terme de communication est de **verser au débat le plus d'arguments possible pour rendre ces fermetures incontournables.**

Élaboration de la programmation pluriannuelle de l'énergie, 4èmes visites décennales des réacteurs nucléaires, poursuite du grand carénage qui recouvre les réparations des réacteurs vieillissants, multiples rebondissements sur des scandales liés à la sûreté : les mois et les années à venir vont être riches d'occasion d'intervenir dans le débat public.

Il nous faudra mettre en exergue les risques d'accidents et de pollutions liés à l'état de délabrement des réacteurs, en pointant les risques liés au vieillissement et en dénonçant l'incapacité d'EDF à effectuer une maintenance correcte de ses installations (notamment en communiquant lors des dépôts de plainte et audience) et en rebondissant sur les nombreux scandales liés à des fraudes dans l'industrie nucléaire. Nous devons dénoncer les coûts pour le contribuable d'une prolongation de fonctionnement des réacteurs. Notre communication doit également viser à démontrer l'absence de confiance possible dans la sûreté, au vu des nombreux scandales et fraudes dans l'industrie nucléaire.

Face aux atermoiements du gouvernement, **nous devons cette année marteler qu'une transition énergétique implique une sortie du nucléaire, qu'une sortie du nucléaire est possible, et qu'elle est urgente pour ne pas hypothéquer l'avenir des générations futures.** Cela nécessite aussi de continuer à battre en brèche les discours sur une sortie du nucléaire, qui serait soit disant incompatible avec les objectifs climatiques et de mettre en avant le potentiel des énergies renouvelables mais aussi des économies d'énergie. Par ailleurs, nous devons également communiquer vers les travailleur.se.s du nucléaire, en aidant ceux qui dénoncent certaines situations scandaleuses.

Exemples de messages adaptés en fonction des cibles :

- **Grand public :** « le nucléaire, c'est **dépassé !** » ; « sortir du nucléaire, c'est **possible** », même les services officiels le disent (ADEME, RTE) ; « sortir du nucléaire, c'est **nécessaire**, le vieillissement des centrales accroissant les risques » ; contre le changement climatique, c'est **maintenant** qu'il faut agir ! Prolonger le nucléaire, c'est empêcher le développement des ENR et de la sobriété énergétique.
- **Médias :** insister sur les coûts croissants ; l'existence de scénarios, dont ceux de RTE ; l'affaire du Creusot ; mettre en avant les paroles politiques divergentes de certains élus. Par exemple cette année, des élus locaux autour de Bure, certains députés LREM sur l'EPR, le maire de Grenoble sur Bugey, l'enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité.
- **Sympathisants :** porter ces mêmes messages, avec des analyses plus poussées et appuyer le développement d'initiatives citoyennes permettant l'affichage public d'une position (pétition, votation, plaintes individuelles groupées...).
- **Travailleurs :** vous êtes les premières victimes du nucléaire. D'autres emplois plus sains sont possibles dans la transition énergétique. Ne perdez pas votre vie à la gagner !

- **Militants** : le vieillissement des réacteurs n'est qu'un levier d'action prioritaire, on sait que des réacteurs jeunes comme Civaux sont dangereux, que les piscines sont extrêmement vulnérables aux attaques extérieures.

2. Verser au débat les éléments pour rendre inéluctable l'abandon de l'EPR et du « nouveau nucléaire »

Alors que l'EPR est censé connaître sa première livraison de combustible d'ici fin 2018 et démarrer d'ici fin 2019, le **Réseau doit communiquer et agir de manière à mettre sur la place publique le plus grand nombre d'éléments possible pour justifier son abandon au plus vite, en France comme à l'international.**

Nous devons insister sur les risques et les coûts, les magouilles sur la sûreté (notamment lors de l'examen du recours contre la validation de la cuve par l'ASN) et dénoncer par ailleurs l'irresponsabilité des autorités (ASN et État), qui préfèrent protéger une industrie plutôt que les citoyens.

Il sera également nécessaire de déterminer si et dans quelle mesure nous souhaitons communiquer largement sur le « nouveau nucléaire » (EPR « nouvelle génération », réacteurs au thorium, ITER, réacteurs de « génération 4 ») et lutter contre l'exportation à l'international des technologies françaises. Dans tous les cas, une communication générale sera mise en place pour dénoncer les risques, le gaspillage financier, et le fait que ces projets ne peuvent en aucun cas constituer une alternative énergétique.

3. Faire de l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure un sujet majeur

Alors que le dépôt d'autorisation de création de CIGÉO est prévu pour mi-2019, la communication du Réseau doit permettre de faire du **refus de l'enfouissement un enjeu national et international, et un véritable sujet de société.**

Nous communiquerons autant que possible sur les risques liés au projet, en amplifiant les éléments mis en exergue par l'ASN et l'IRSN, en divulguant des informations tenues secrètes, en montrant en quoi ces risques sont liés à la conception même du projet. Il s'agira également d'insister sur les coûts et l'absence de viabilité financière de CIGÉO. Nous devons pour cela nous donner les moyens de démonter la propagande bien huilée de l'Andra.

En réponse à la criminalisation des opposant.e.s, nous devons accroître la légitimité de cette lutte pour qu'elle provoque l'adhésion du plus grand nombre, valoriser cette résistance dans sa diversité.

Il s'agira également de mettre en lumière les magouilles et les conflits d'intérêts dans lesquels baignent les promoteurs de ce projet.

4. Relancer le débat sur l'arme nucléaire

L'adoption par l'ONU du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) constitue une avancée historique et une opportunité à saisir pour relancer le débat sur la politique de dissuasion nucléaire au niveau national. Une **campagne inter-associative**, organisée avec de nombreux partenaires associatifs et pilotée par le Réseau, **sera lancée le 27 mars 2018**. Celle-ci visera à promouvoir l'engagement de la France dans un processus de désarmement nucléaire et dans la signature et ratification du traité d'interdiction et doit permettre de sensibiliser le plus grand nombre à la nécessité du désarmement. Il s'agit de rappeler, sur le plan national et international, que les armes nucléaires sont coûteuses, destructrices, polluantes,

inutiles, et qu'elles sont maintenant illégales ! Il faudra accentuer notre communication sur le fait que la France va à l'encontre de la démocratie internationale en refusant de participer à ce mouvement, pourtant souhaité par une majorité de pays dans le monde (122 ont voté le TIAN). Il s'agira également de mettre en évidence le lien entre nucléaire civil et nucléaire militaire.

II – Mieux identifier les différents publics et adapter nos messages aux destinataires pour favoriser leur engagement

La déclinaison concrète de ces messages vers différents destinataires nécessite de mieux connaître les différents types de publics qui interagissent avec le Réseau, de comprendre quel est le cheminement par lequel ces personnes viennent à s'engager. Ce travail d'analyse et de ciblage nous permettra d'améliorer la relation avec nos sympathisant.e.s, élargir la diffusion de nos messages et de mettre en mouvement des personnes pour les amener à s'engager. Afin de renforcer le contre-pouvoir citoyen sur la politique nucléaire en France, le Réseau se fixe comme objectif **l'agrandissement de sa communauté avec un accroissement – dont l'objectif reste à préciser - de notre base qui s'élève actuellement à 130 000 contacts.**

1. Mieux connaître les destinataires potentiels de nos messages

Une réflexion a déjà été menée pour parvenir à une compréhension plus fine des sympathisant.e.s (actuels ou potentiels) de la sortie du nucléaire. Dans les années à venir, nous souhaitons approfondir cette démarche.

Il en ressort qu'on peut classer en 5 grandes catégories les interactions que les personnes ont avec le Réseau (en terme d'actions et de moyens de communication) :

- **Entendre parler du Réseau :** intervention dans les médias, présence sur les stands, les affiches, les tracts... Il est très difficile d'évaluer l'audience globale du Réseau, sauf à relever l'audience des émissions TV ou radio dans lesquelles nos porte-paroles s'expriment, parfois à plusieurs millions d'auditeurs.
- **S'informer et partager l'information :** cela concerne les visiteurs du site web « sortirdunucleaire.org », les personnes inscrites à notre lettre web d'info mensuelle ou qui choisissent de nous suivre sur les réseaux sociaux. Cela englobe également les personnes qui commandent de la documentation (livres, brochures, dvd) dans notre boutique en ligne. Les différents moyens gratuits d'analyses statistiques dont nous disposons nous permettent d'évaluer que les personnes qui cherchent une information indépendante sur les questions nucléaires sont de l'ordre d'un million par an.
- **Prendre position, afficher ses convictions :** ce niveau d'engagement supplémentaire concerne les personnes qui signent une pétition du Réseau, qui participent à une action coordonnée par le Réseau ou un groupe membre, qui participent à une campagne par courrier, ou tout simplement qui achètent du matériel militant pour afficher leurs convictions (tee-shirt, badges, autocollants...). Ces personnes sont estimées à environ 100 000 par an.
- **Faire un don :** le Réseau "Sortir du nucléaire" compte à peu près 10 000 donateurs.trices par an.
- **S'engager avec le Réseau sur le terrain :** c'est à dire organiser une action, diffuser du matériel militant, être personne ressource, venir aux AG... Nous estimons que les militant.e.s très actifs avec le Réseau sont quelques milliers.

Nous nous fixons un certain nombre de garde-fous éthiques dans la collecte d'informations. Ainsi, nous ne collectons pas d'informations d'ordre privé sur les sympathisant.e.s et militant.e.s et n'avons pas l'intention de le faire. En revanche le sondage de 2016 auquel ont répondu près de 2000 sympathisant.e.s, ainsi que les statistiques web, nous indiquent que les personnes qui nous suivent sur le web appartiennent majoritairement à la tranche d'âge 35-50 ans, alors que les personnes très engagées avec le Réseau ont plus de 60 ans.

Dans les années à venir, cette analyse a vocation à être poursuivie et affinée.

2. Accroître l'engagement des sympathisant.e.s et rechercher de nouveaux donateurs

Dans le cadre de la refonte de notre outil informatique de gestion des contacts, nous souhaitons mener une réflexion pour accroître l'engagement de nos sympathisant.e.s et rechercher de nouveaux donateurs.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à **définir des objectifs d'engagement, les parcours des différents membres du Réseau et à identifier des indicateurs qualitatifs et quantitatifs**. L'objectif est de disposer d'un outils simple pour sélectionner de manière plus précise des types de publics (nouveaux.elles arrivant.e.s, sympathisant.e.s, militant.e.s de longue date, donateur.trice, personne intéressée par un thème en particulier...) afin de leurs envoyer des contenus et des actions adaptés à leur intérêt et à leur niveau d'engagement militant.

Cette réflexion nous permettra ainsi non seulement de toucher de nouveaux publics, mais aussi de mieux adapter nos messages aux différents destinataires, et également d'étudier comment nous pouvons faire en sorte que des « consommateurs » d'information deviennent à leur tour des diffuseurs du message antinucléaire et que le plus grand nombre passe de l'information à l'action.

Notre **stratégie de levée de fonds sera également remaniée** pour renforcer le socle des personnes qui nous soutiennent déjà et aller à la recherche de nouveaux donateurs, et les fidéliser. (Pour plus de détails sur la stratégie de levée de fonds, se reporter à la partie 4 relative à l'organisation et les moyens de la structure).

III. Améliorer nos outils et canaux de diffusion pour toucher le plus grand nombre

En parallèle du travail pour mieux cibler les destinataires potentiels de nos messages, une analyse sera engagée sur nos différents outils de communication – compris au sens large – afin d'améliorer leur efficacité.

1. Accroître la notoriété du Réseau en renforçant notre communication médiatique

Les passages dans les médias sont un outil de poids pour faire passer nos messages, battre en brèche les idées reçues et surtout nous faire connaître auprès du grand public. L'image renvoyée de la lutte antinucléaire par le biais des médias est également un enjeu très important pour gagner en crédibilité.

Actuellement, le Réseau est bien identifié par une bonne partie des médias, notamment grâce à l'envoi régulier de communiqués, l'incrémentation de notre base de contacts médias (870 contacts à ce jour) et un travail spécifique pour développer des relations de confiance avec de nombreux journalistes. Les sollicitations des journalistes

restent nombreuses (plus de 300 entre janvier 2017 et janvier 2018, se traduisant régulièrement par des passages dans les télévisions et radios nationales), mais très fluctuantes et imprévisibles.

Dans les années à venir, nous devons poursuivre ce travail pour gagner en crédibilité et accroître les retombées médias. Cela nécessite de poursuivre et améliorer ce travail de lien direct avec les journalistes, continuer à mettre à jour et affiner notre base de contacts. Face à l'évolution du paysage médiatique et des pratiques journalistiques, il serait également nécessaire de développer certaines pistes encore peu mises en œuvre (tribunes dans les médias, partenariats avec certains médias, négociation d'exclusivités). De manière générale, **continuer à conjuguer un travail de qualité, une validation collective et une nécessaire adaptation à des impératifs de réactivité médiatique toujours plus élevés**, constitue un défi que le Réseau devra relever s'il souhaite garder son identité. Dans ce but, des réflexions seront nécessaires pour alléger nos procédures de validation internes.

Par ailleurs, un chantier doit être mené pour **mieux identifier les personnes ressources compétentes** près des différents sites nucléaires qui pourraient jouer un rôle de porte-parolat (un tel réseau de porte-paroles pourrait s'avérer utile si des situations imposent de réagir rapidement... en cas d'accident par exemple). Des formations de « média-training » pourront être proposées pour permettre aux personnes amenées à intervenir dans les médias (militants de terrain, membres du CA...) de gagner en assurance et d'améliorer l'impact de leurs interventions.

2. Investir l'événementiel pour toucher de nouveaux publics

Organiser des événements est un moyen d'augmenter la visibilité du Réseau et d'élargir notre audience auprès de certains publics a priori réceptifs à nos idées. Le Réseau a d'ores et déjà décidé d'investir ce champ dans les années à venir. Cela pourra se concrétiser par une présence plus fréquente et soutenue sur des événements culturels, festifs ou militants, l'organisation régulière par nos soins d'événements grand public ou encore la mise en place, chaque année, d'un grand temps fort antinucléaire. Nous pourrions ainsi être amenés à travailler avec de nouveaux partenaires et nous ouvrir à d'autres milieux.

En 2018, il est notamment prévu d'être présents et d'inciter les groupes à participer à différents festivals. Des événements en partenariat avec des médias indépendants et militants seront également organisés à Paris (comme Reporterre ou les Journalistes écrivains pour la Nature et l'Écologie). **Nous apporterons également un soutien au Tour Alternatiba.** Ces temps seront une occasion de diffuser des informations vers des militant.e.s, mais aussi vers un plus large public et de déployer différents outils de communication en amont.

3. Améliorer nos outils d'informations et de diffusion pour permettre aux sympathisant.e.s de s'informer mieux et plus facilement

Notre site web, véritable portail d'information de l'actu antinucléaire mais aussi de présentation des différentes activités du Réseau, est un de nos principaux outils de diffusion. S'il connaît une progression continue dans sa fréquentation (avec 5000 visiteurs uniques par jour en moyenne en 2017), il peut encore être amélioré, pour permettre aux différents utilisateurs d'y retrouver à la fois des informations de base et des informations de fond.

En 2018, la page d'accueil de notre site sera remaniée et son ergonomie sera améliorée, pour permettre un accès plus facile aux différents contenus. Il s'agira

ensuite de mettre en ligne plus d'articles de fond et de continuer à développer certaines rubriques déjà fréquentées (notamment celle des accidents nucléaires).

Plusieurs outils web et pédagogiques seront également développés ou remis à jour : Foire Aux Questions (FAQ), articles de vulgarisation, poursuite du développement de l'outil carte, ainsi que de nouveaux supports pédagogiques dédiés à la sortie du nucléaire. Il existe un besoin autant pour des supports généralistes répondant à nos questions de base que pour des outils déclinant nos campagnes et grandes thématiques.

En 2018 et 2019, afin de mettre à disposition et de diffuser une information accessible et compréhensible, **la priorité sera donnée à la création de nouveaux supports multimédias et vidéos. 15 000 euros seront dédiés annuellement** à la création de ses nouveaux supports, au travail avec de nouveaux prestataires ou à la mise en place de partenariat avec des réalisateurs ou artistes connus (youtubeurs influent.e.s, acteurs ou actrices pour les voix-off...).

Une réflexion sera également menée pour permettre **d'accroître notre audience et l'efficacité de nos posts sur les réseaux sociaux**. Fin 2017, nous comptons 61 000 abonné.e.s Facebook et 11 sur Twitter. Nous comptons ainsi mieux identifier et solliciter des influenceurs susceptibles de relayer largement nos messages auprès de nouveaux publics, créer plus de contenus en réaction à l'actualité (GIFs, illustrations humoristiques, infographies...). Nous devons aussi trancher quant au recours éventuel à des fonctionnalités de ciblage payantes sur les réseaux sociaux, ce qui pose une question éthique. Il s'agira aussi de mieux animer notre chaîne « YouTube » et d'évaluer dans quelle mesure il est pertinent ou non de se tourner vers d'autres réseaux sociaux.

Parmi les outils destinés à l'information du grand public, il est d'ores et déjà prévu de concevoir **en 2018 un tract, une brochure, une infographie web et papier, une vidéo et des cartes postales** dans le cadre de la campagne pour la signature et la ratification du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires. Le thème des prochains outils sera déterminé ultérieurement.

4. Améliorer les outils de diffusion des informations destinés spécifiquement aux militant.e.s

Un travail sera mené sur nos listes de diffusion, en particulier pour améliorer la bonne réception de notre lettre web d'information mensuelle (131 000 abonné.e.s) et diversifier ses contenus. Il s'agira également d'optimiser et accroître l'audience des listes destinées à la mobilisation des militant.e.s. Une réflexion sera aussi menée pour ajuster le contenu des appels aux dons.

La **boîte à outils, espace de mutualisation** des tracts, affiches, types d'événements, idées d'actions, fiches pratiques... **sera développée**, et nous travaillerons à concevoir des outils de diffusion nationale appropriables par les groupes.

L'arrivée d'une nouvelle chargée de communication permettra également **d'engager un chantier autour de notre revue trimestrielle**, qui constitue un outil majeur du Réseau, à la fois vecteur d'informations et support de collecte de fonds. Une « cure de rajeunissement » pourra être envisagée, pour la rendre plus accessible, ainsi qu'une réflexion sur son contenu (est-il vraiment en adéquation avec les centres d'intérêt des abonné.e.s ?), sa politique de diffusion, notamment sur la manière d'accroître le nombre d'abonné.e.s.

Nous essaierons également **d'optimiser les mails et courriers de campagne** ; les thèmes choisis dépendront bien sûr des choix effectués par le Conseil d'Administration ou les AG. En 2018, notre communication de printemps sera dédiée à la campagne inter-associative sur le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires.

5. Permettre au plus grand nombre d'afficher ses convictions

Les **pétitions** lancées par le Réseau sont **un outil important** pour montrer que notre message est partagé, interpeller les pouvoirs publics et récolter de nouveaux contacts. En 2018-2019, plusieurs pétitions continueront à courir (Stop à la répression à Bure) et d'autres seront lancées. Pour l'instant nous avons choisi de ne pas nous tourner vers des plateformes comme « Change.org » ou « Avaaz », mais la question reste ouverte. La Charte du Réseau pourrait également être remise en avant et mieux valorisée.

En 2018, parmi le matériel permettant d'afficher ses convictions, il s'agit bien sûr de poursuivre la **distribution de nos produits phares**, tout en étudiant les moyens d'accroître leur diffusion. Nous inciterons chaque sympathisant.e à apposer un autocollant antinucléaire de son choix sur son vélo, son véhicule, sa boîte aux lettres... **À partir de 2019, nous proposerons de nouveaux produits, notamment des articles textiles** portables tous les jours et permettant d'afficher au quotidien ses convictions.

2/ Développer nos campagnes, nos actions nationales et les luttes locales

Le Réseau est outil national au service des luttes antinucléaires. Si son rôle est d'aider à la mise en place de dynamiques ou à l'amplification de dynamiques existantes, il n'a pas vocation à se substituer aux luttes locales ou nationales. Les thématiques et campagnes nationales portées par le Réseau sont donc le reflet des dynamiques actuelles au sein de ses groupes membres et plus largement du mouvement antinucléaire et des besoins de terrain. Toute campagne ou action nationale est, autant que possible, co-construite ou co-organisée avec les personnes actives sur le terrain et le principe de subsidiarité est appliqué pour toute prise de parole ou d'expression publique. Nous appliquons également un principe de pluralisme des opinions exprimées au sein de notre association.

Pour la période 2018-19, nous nous fixons **3 grands objectifs en ce qui concerne le développement de nos campagnes nationales et des luttes antinucléaires** :

- S'adapter au renouveau des mouvements sociaux
- Augmenter la visibilité de nos campagnes et actions nationales et luttes locales
- Développer le plaidoyer auprès des acteurs politiques, scientifiques et économiques

I- S'adapter au renouveau des mouvements sociaux

Alors que les organisations militantes traditionnelles connaissent une perte de légitimité, que se développent de nouvelles formes de luttes et de mobilisation (ZAD, collectifs et réseaux pour la justice climatique, défense de la cause animale...) et que la base des membres engagés activement au sein du Réseau se renouvelle peu, il apparaît nécessaire pour le Réseau de s'adapter. Développer de nouveaux modes d'actions, de mobilisations et d'interventions dans l'espace public et s'ouvrir à de nouvelles formes de lutte, à d'autres publics et milieux et notamment se tourner vers les nouvelles générations, autant de pistes de travail concrètes pour les deux prochaines années.

1. Favoriser la complémentarité des pratiques

Arrivée de nouveaux militant.e.s, répression de plus en plus dure des mouvements sociaux, tentatives de déstabilisations et de divisions, partout sur le terrain se fait ressentir le besoin de **renforcer la solidarité entre les différentes composantes du mouvement antinucléaire**. En tant qu'association nationale de soutien aux luttes locales le Réseau a un rôle important à jouer dans la diffusion de réflexions sur la complémentarité des pratiques et sur la manière de la cultiver sur le terrain.

Dès 2018, afin d'aider à la réflexion et de diffuser l'importance de promouvoir une complémentarité des pratiques, l'association se rapprochera de collectifs ou réseaux ayant déjà travaillé sur le sujet comme le collectif « Mauvaise Troupe¹ » ou le collectif « Diffractions² ». Des rencontres seront programmées et des articles sur les travaux de ces collectifs seront notamment diffusés dans la revue et sur le site. Un travail de réflexion sera

¹ <https://constellations.boum.org/>

² <http://diffraction.zone/>

également lancé sur le terrain avec des militants actifs engagés à Bure, au vu de l'importance à entretenir une solidarité entre les différentes composantes au sein de cette lutte.

2. Développer des formes simples de mobilisation et d'implication et renforcer le pouvoir d'agir

Le développement de formes simples de mobilisation et d'implication et la création de kits action adaptés seront nos priorités pour les deux prochaines années :

- pour jouer le rôle de porte d'entrée à la cause anti-nucléaire : à partir de déclencheurs, tels des événements ou des actualités, proposer des formes d'actions simples qui pourront être réalisées par des personnes venant tout juste de rejoindre la cause,
- pour permettre à chacun-e d'agir près de chez soi : en proposant des formes d'actions efficaces qui renforcent le sentiment d'impact de l'action individuelle.

Pour cela, l'équipe « communication » du Réseau travaille actuellement sur les **parcours d'engagements** et sur des **formes d'actions novatrices** qui permettent à chacun d'agir de là où il est (voir partie précédente).

Dès 2018, le Réseau diffusera et proposera de **nouvelles formes d'actions « flash » ou « express »**, comme des interpellations à distance d'élu.e.s ou d'entreprises, des campagnes de pressions par mail et téléphone...

En 2019, le Réseau proposera d'avantage d'**actions via les réseaux sociaux**.

3. Soutenir et organiser des actions illégales

Jusqu'à présent, le Réseau n'organisait pas d'actions illégales ou alors des actions avec de très faibles risques juridiques et s'inscrivait en soutien à des actions faites par d'autres. Au-delà de ce soutien qui sera maintenu, le Réseau pourrait aujourd'hui assumer de mettre en place des actions illégales ou des actions de désobéissance et de les revendiquer. L'organisation de ce type d'action n'est bien entendu pas une fin en soi, elle doit répondre à un objectif précis être vu, comme aider à la prise en compte d'un problème, bloquer concrètement un projet sur le terrain

En 2018, une réflexion sera menée au sein d'un groupe de travail (voir encadré ci-dessous), afin d'**évaluer les risques juridiques, financiers et d'image pour la structure**.

A partir de 2019, et en fonction du travail d'évaluation menée, **certains types d'actions de pourraient être mis en place**.

⇒ **Mise en place d'un groupe de travail pour inventer et expérimenter de nouvelles formes d'actions et d'organisation – Deux ateliers à l'AG**

- Ce groupe réfléchira notamment à comment capter les nouvelles générations qui s'investiront difficilement dans un groupe, mais qui pourraient être mobilisées sur un temps fort,
- Il identifiera les différentes modes de militances, de sensibilités, les méthodes et les mécanismes pour favoriser la complémentarité des pratiques,
- Il se penchera sur les limites à donner à nos actions (respect des droits humains, de l'intégrité physique des personnes...),
- Il étudiera les risques financiers et juridiques de l'organisation d'actions illégales
- Il proposera des modes d'organisations favorisant l'horizontalité et permettant l'implication de chacun-e

Ce groupe de travail fonctionnera en interne jusqu'à l'AG, il proposera deux ateliers à la prochaine AG, puis sera ouvert aux groupes et militants volontaires sur candidature. Il pourra s'entourer de personnes ressources.

Les grandes orientations de ce groupe de travail seront soumises à validation lors du congrès 2019.

II- Augmenter la visibilité de nos campagnes, de nos actions nationales et des luttes locales

Afin de développer son audience et son impact, le Réseau s'attèlera à rendre plus visibles ses campagnes et ses actions nationales, ainsi que les luttes locales. Cette visibilité s'entend vis-à-vis du grand public, mais également de ses sympathisant.e.s et militant.e.s, des décideurs...

1. Mettre en place au moins une campagne et un événement national par an

Tout en continuant à pousser les quatre thématiques prioritaires mises en avant par le Document d'Orientation Stratégique et validées en AG 2017 avec une priorisation en fonction de l'actualité, de l'agenda politique et des besoins de terrain, une campagne nationale par an sera mise en place (en lien avec l'une ou l'ensemble de ces 4 thématiques).

L'organisation d'un événement national annuel permettra de donner de la visibilité au Réseau, tout en continuant d'impulser et d'accompagner les événements régionaux.

Une mobilisation d'ampleur sera à nouveau coordonnée cette année au printemps avec des **actions partout en France entre les dates de commémoration des catastrophes de Tchernobyl et Fukushima et un rassemblement le 11 mars à Paris.**

Le 27 mars 2018, une campagne commune pour la signature et la ratification par la France du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) sera lancée.

À partir du second semestre 2018, le réseau travaillera à la **construction de sa prochaine campagne nationale qui reste à définir.**

À partir de 2019, si les moyens de l'association le permettent, un **budget de 50 000 €** sera attribué à l'organisation d'un **grand événement national annuel antinucléaire.**

⇒ **Deux ateliers autour de nos campagnes nationales sont prévus pour l'AG 2018 :**

- sur la campagne inter-associative pour la signature et la ratification par la France du traité d'interdiction des armes nucléaires,
- sur la situation nucléaire actuelle et les perspectives pour la lutte antinucléaire.

2. Privilégier les actions efficaces

Une réflexion sera menée pour évaluer la pertinence de nos actions et privilégier les actions les plus efficaces (rapport temps/moyens consacrés et impact réel, portée médiatique, blocage du fonctionnement de l'industrie nucléaire, etc.) :

- identifier et conserver ce qui fonctionne déjà (par exemple, l'axe transport qui a déjà prouvé sa visibilité et son efficacité) et à privilégier ce qui est efficient,
- réfléchir au côté récurrent de certaines actions comme les actions de commémoration des catastrophes ou à l'impact réel de manifestations à quelques milliers.

Cet axe de réflexion pourra être intégré dans le mandat du groupe de travail sur les formes d'actions et d'organisations dès 2018.

3. Poursuivre et amplifier le travail juridique

Depuis son lancement officiel en 2011, la stratégie juridique offensive du Réseau a permis d'obtenir plus d'une vingtaine de victoires à l'encontre de l'industrie nucléaire.

Cette stratégie est constituée à la fois :

- d'actions juridiques menées pour mettre fin à l'impunité des exploitants nucléaires délinquants tout en faisant constater les risques et les pollutions liés à cette industrie,
- de recours pour empêcher de nouveaux projets nucléaires de voir le jour,
- ainsi que de requêtes en justice afin de faire sanctionner le manque d'informations et de transparence et de lutter contre la propagande mensongère autour de l'exploitation de cette énergie (greenwashing).

Si le combat juridique a permis des avancées, celui-ci est pour autant loin d'être terminé et doit être poursuivi dans le contexte d'une industrie nucléaire en déclin.

En effet, de **nombreuses perspectives et champs d'actions** restent encore à explorer, tels que, **pour l'année 2018** :

- le **dépôt de plaintes individuelles ou les actions collectives d'individus** qui pourraient permettre à la fois de renouveler nos modes d'actions, mais aussi de sensibiliser de nouveaux publics à la question du nucléaire.
- Afin de consolider notre stratégie juridique, d'avantages d'actions juridiques seront menées avec des **organisations nationales partenaires** comme Greenpeace ou France Nature Environnement.
- Le Réseau **diversifiera les avocats** auxquels seront confiés nos dossiers et participera à des dynamiques collectives de travail et de réflexion sur le combat juridique des luttes et des associations.
- De plus, au regard de la saturation des sites nucléaires actuels en matière d'entreposage de déchets radioactifs, de nombreuses nouvelles installations risquent de voir le jour. L'action juridique constitue un moyen de faire barrage à ces nouveaux projets dans les prochaines années.

4. Renforcer le travail d'enquête et la surveillance citoyenne

Suite à la campagne « Investir les commissions locales d'information (CLI) » votée par l'Assemblée Générale 2013, une liste destinée aux personnes membres de CLI et aux personnes suivants de près ce qu'il se passe au sein d'une ou de plusieurs installations nucléaires a été créée afin de permettre une véritable circulation des informations entre les acteurs de la surveillance citoyenne. Cette liste compte aujourd'hui plus de 70 inscrits et se compose d'individus, de travailleurs, de techniciens et de scientifiques. Elle nécessite d'être animée au quotidien et renforcée afin de détecter et d'analyser toujours plus rapidement les incidents, les dysfonctionnements et ainsi de mettre à jour des scandales.

En 2018, grâce à la pérennisation en CDI d'un poste dédié, cette liste pourra se transformer progressivement en un **véritable réseau de lanceurs d'alerte**, grâce à

la mise en place d'évènements et de rencontres à destination de ses membres (voir la partie animation de l'association).

⇒ **Débat à mener dans la perspective du prochain congrès 2019 sur nos rapports aux institutions et instances type CLI, dialogue technique...** La participation à certaines de ces instances, au cas par cas, sera débattue, et dans tous les cas, celle-ci ne saurait être systématique.

En parallèle, préalable indispensable à tout travail d'information, de révélation, de campagne ou à nos recours juridiques, le **travail d'enquête sur nos thématiques prioritaires sera amplifié.**

A partir de 2018, le Réseau développera **un travail plus étroit avec des journalistes ou des enquêteurs professionnels** afin de mettre en lumière de nouveaux scandales.

5. Faire de la Maison de Bure un lieu de ralliement pour les militant.e.s du Réseau

Au cœur d'une lutte en pleine expansion concernant l'une de nos thématiques prioritaires, la Maison de Bure - dont le Réseau est propriétaire à 40% - pourrait devenir un véritable lieu de ralliement pour l'ensemble des militant.e.s du Réseau, favorisant ainsi le partage d'expériences entre les différentes composantes de la lutte anti-nucléaire et constituant un levier pour faire évoluer nos pratiques. Un tel lieu de ralliement serait également un moyen de redonner au Réseau de la visibilité localement.

En 2018, le Réseau poursuivra les réflexions et le dialogue avec les acteurs locaux afin d'envisager la réalisation de nouveaux travaux au sein de la maison de la résistance et d'échanger sur le rôle et la place de la Maison de la résistance dans la lutte anti-nucléaire. Par exemple, il sera proposé la mise en place par le Réseau ou par ses groupes membres de formations et de rencontres dans la maison.

III- Développer le plaidoyer et les stratégies d'alliance

Sans faire du plaidoyer et du lobbying politique et économique une forme d'action systématique, il nous semble aujourd'hui important de développer ce champ d'action, aussi bien auprès des élu.e.s et des décideurs qu'auprès de structures de l'Économie Sociale et Solidaire, dans la mesure où nos interlocuteurs seront identifiés comme susceptibles d'être réceptifs à nos arguments. De même, le développement de certaines alliances est envisagé pour diffuser le message anti-nucléaire et aller vers de nouveaux publics.

1. Développer une stratégie de sensibilisation et de contacts auprès des élu.e.s

La plupart des élu.e.s sont peu ou mal informé.e.s, voire désinformé.e.s, de la question du nucléaire.

A l'heure où les territoires et collectivités prennent de plus en plus de poids dans la mise en place de plans climats et de politiques énergétiques au niveau local, et parce qu'ils ont une responsabilité vis-à-vis de leur population, **les élu.e.s locaux sont une catégorie d'élu.e.s à cibler** en particulier (membres de CLI, Association des maires de France...)

Sur le plan national, même si aucun processus législatif n'est concrètement prévu sur la question nucléaire au cours de la prochaine mandature, il paraît tout de même pertinent d'entretenir des relations avec certains élus du Parlement (commission développement durable, parlementaires de « La France Insoumise » et de « En Marche ») et de se constituer des relais politiques.

En 2018 et 2019, le Réseau développera donc une **stratégie de plaidoyer et de contacts avec certain.e.s élu.e.s**. Il fera notamment connaître sa position au cours d'auditions parlementaires ou de rendez-vous ciblés.

2. Le Réseau comme interlocuteur des décideurs ?

En ce qui concerne la mise en œuvre de la politique énergétique par le gouvernement et ses services, le Réseau poursuivra son travail de suivi et de diffusion du message anti-nucléaire comme il a pu le faire lors des débats passés autour de la loi de transition énergétique, de l'élaboration de la PPE... Mais des questions se posent au sein de l'association sur notre rôle au moment de certains processus législatifs ou réglementaires. Le Réseau pourrait développer un véritable travail de plaidoyer plus approfondi, afin de faire contrepoids au lobby nucléaire et de s'opposer en amont à des textes liberticides ou pro-industriels.

Le fait d'être proactif lors de l'élaboration et l'adoption en proposant des mesures ou amendements n'allant pas de soi, un débat devra être mené au sein de l'association d'ici au prochain congrès.

3. Renforcer la collaboration avec les organisations nationales pratiquant le plaidoyer

Le Réseau disposant de moyens limités et le terrain du lobbying étant un terrain qui jusque-là était peu exploité, investir d'avantage ce champ d'activité implique de poursuivre le travail avec nos partenaires actuels comme le Réseau Action Climat (RAC). Il demande surtout de développer des relations avec d'autres organisations et réseaux militants plus spécialisés et ayant déjà travaillé notamment sur des outils d'interpellation à distance.

4. Constituer des partenariats avec d'autres mouvements

L'entretien de relation plus étroite ou la constitution de partenariats avec certains mouvements nous permettra également de capter de nouveaux publics et de diffuser le message anti-nucléaire dans d'autres milieux militants.

En 2018 et 2019 seront notamment ciblés certains partenaires potentiels :

- pour capter un public plus jeune : collectifs et réseaux informels anti-nucléaires et comités de soutien Bure, Réseau des Etudiants Français pour le Développement Durable (REFEDD), la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), les réseaux issus de Nuit Debout,
- pour sensibiliser aux enjeux du nucléaire dans les mouvements pour la justice climatique et apporter un soutien au développement des énergies renouvelables : Alternatiba, 350.org, Attac...
- pour donner une visibilité au message anti-nucléaire : participation du Réseau à des événements nationaux et internationaux et à des coordinations nationales qui seraient créées.

5. Se rapprocher d'alliés potentiels dans les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire

Des relais pourront aussi être trouvés auprès des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, de sorte à ce qu'ils s'affichent anti-nucléaires : Nef, Biocoop, Énergie Partagée, coopératives et sociétés citoyennes d'investissement dans les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie.

En 2018, un partenariat sera notamment lancé avec Enercoop afin de mettre en place des actions et une campagne de communication commune. Notre partenariat avec la NEF sera poursuivi.

⇒ **Un débat sur notre stratégie de plaidoyer est à mener en perspective du prochain congrès**

3/ Faire réseaux et dynamiser l'association

« Un réseau, des réseaux » résume bien l'ambition que se donne l'association pour les années à venir : partir des besoins de terrain pour développer des petits et grands réseaux, partout, au niveau local, national et international, des réseaux thématiques, transversaux et favoriser les dynamiques autour de luttes locales et des bassins de lutte.

Pour se faire, l'association travaillera **en 2018 et 2019 à renforcer le soutien aux groupes et aux militants actifs, et le lien entre l'association nationale, ses groupes membres, les militant.e.s et sympathisant.e.s. Un chantier pour dynamiser la vie associative, faire vivre la démocratie interne et revoir notre fonctionnement sera également lancé.**

I. Renforcer l'accompagnement et le soutien aux groupes et aux militants actifs sur le terrain

1. Partir des besoins et mieux les identifier

Afin de renforcer l'accompagnement et le soutien aux groupes et militants actifs sur le terrain, nous proposons en premier lieu de partir des besoins de terrain.

Pour cela, en 2018, il est notamment prévu d'**améliorer les outils et actions mises en place pour recueillir et évaluer ces besoins** (sondages et questionnaires, liens plus réguliers avec les référents matériels des groupes sur les besoins en matériel pour les actions à venir par exemple...).

2. Développer le soutien aux groupes et aux actions sur le terrain

Améliorer le soutien logistique et organisationnel via la création et la mise à disposition de nouveau matériel pour les actions (avec l'acquisition d'un barnum, d'une grande banderole et d'un projecteur) et de nouveaux outils de mutualisation et par le développement d'outils d'aide à l'organisation d'actions événementielles : fiches projet ; retro-plannings types ; conseils pratiques et méthode d'animation participative des réunions.

Renforcer la politique de soutien financier aux actions locales par l'aide à l'autonomisation financière. Lorsque des actions juridiques sont menées conjointement avec des associations locales, les retours financiers de certains recours pourront être reversés en partie aux associations locales, après accord du comité de gestion, et ainsi aider au déploiement de nouvelles actions juridiques. Nous proposerons un accompagnement pour la mise en place de collectes participatives et la recherche de nouveaux financements. Nous veillerons à une répartition équitable de l'enveloppe réservée aux groupes, actuellement de 40 000 €, et poursuivrons le travail pour développer le soutien financier du Réseau vers ses groupes.

Amplifier l'écho des actions locales en permettant tout d'abord une meilleure appropriation de notre page « agenda » puis en développant une meilleure communication sur les actions, d'une part par la mise en place d'outils de mutualisation comme une newsletter actions et écho des luttes, et d'autre part par la création d'événements sur les réseaux sociaux, lorsque les actions ont une certaine ampleur. L'amplification des luttes locales passe aussi par une montée en compétence pour la prise de parole en public, la rédaction de communiqué de presse... (mise à jour des

fiches type de la boîte à outils sur le site, appui à l'équipe automédia de Bure, diffusion d'éléments de langage en cas d'actualité...).

Être plus réactifs aux demandes du terrain, en renforçant le suivi des demandes des groupes et sympathisant.e.s. Cela passera par exemple par la mise en place d'un tableau de bord partagé permettant un suivi collectif des demandes reçues et une meilleure priorisation en fonction de l'urgence.

⇒ **Un atelier sur les besoins des groupes sur le terrain, sur les moyens pour soutenir d'avantage les actions locales et sur la régionalisation sera proposé à l'AG 2018 pour :**

- Recueillir les besoins et idées des groupes (sur le soutien logistique, les outils, les formations et rencontres, la communication interne, l'appui à l'autonomisation financière...),
- Échanger sur les moyens humains, logistiques, organisationnels et financiers à consacrer au soutien aux actions locales et à l'animation à l'échelle de bassins de lutte.

3. Développer des dynamiques multiples et animer des communautés

Accentuer l'accompagnement des luttes et des dynamiques émergentes

Lorsque de nouveaux groupes ou dynamiques seront mis en place, le Réseau portera une attention particulière à les aider à se constituer, se développer et à permettre une bonne intégration au sein du réseau.

En 2018, le Réseau aidera par exemple à la **mise en place d'un groupe de travail autour de la nucléarisation du territoire** dans le Grand-Est et aidera à coordonner une action juridique inter-associative **contre le projet d'incinérateur à Malvés**, près de Narbonne.

Dans les deux prochaines années, une **vigilance sera apportée à l'émergence d'éventuels nouveaux projets d'installations nucléaires** (relance EPR, nouveaux sites de stockage des matières et déchets radioactifs, projets dans le Grand-Est) et en cas d'alerte des moyens seront mis à disposition sur le terrain pour créer le plus rapidement possible des dynamiques et aider à coordonner les oppositions.

Initier de nouveaux groupes

Dans les zones où un besoin de développement se fait sentir, le Réseau initiera la création de nouveaux groupes anti-nucléaires.

Nous nous fixons pour **objectif de créer ou réactiver 5 groupes ou collectifs anti-nucléaires dans les deux prochaines années.**

Renforcer le réseau de Surveillance Citoyenne des Installations Nucléaires (SCIN)

- Augmenter le nombre de ses membres pour **couvrir l'ensemble des installations nucléaires d'ici à fin 2019**
- Permettre la **montée en compétences** de ses membres et la **mutualisation des connaissances** par la mise en place d'un module de formation et de fiche d'aide à la recherche d'informations
- Susciter un travail commun sur certains dossiers, par le **portage de deux dossiers communs par an**
- **Intégrer plusieurs lanceurs d'alerte et travailleurs** dans ce réseau, en organisant des RDV avec des travailleurs et en allant à leur rencontre par l'organisation d'une action annuelle devant les centrales avec une communication ciblée (réalisation d'un tract notamment),
- Favoriser la mise en réseau et l'expression de **scientifiques et universitaires.**

Initier un réseau de relais locaux du message anti-nucléaire

En 2018 :

- Repérage des relais locaux existants,
- Communication à destination de notre base de contacts pour trouver de nouveaux relais locaux.

En 2019 :

- Initier une première action commune à faire porter par ces relais locaux avec la promotion d'outils d'information spécifiques,
- Organiser une rencontre/formation.

Poursuivre notre engagement pour un travail en réseau au niveau international

Les liens internationaux au sein de la lutte anti-nucléaire ont été renforcés ces dernières années grâce à l'organisation successive de trois « Forum Social Mondial Antinucléaire ». Le Réseau s'est largement investi dans l'organisation de la dernière édition qui s'est tenue en France en novembre 2017 et il poursuivra en 2018 son engagement dans un travail en réseau au niveau international.

Mettre en place un réseau de cyber-acteurs

Comme indiqué précédemment le Réseau travaillera à la mise en œuvre de formes d'actions faciles à réaliser de chez soi par le biais d'internet.

En 2018, la création d'une équipe « actions Flash ou Express », c'est-à-dire de personnes souhaitant se mobiliser sur des **actions d'interpellations et de pressions à distance**, sera progressivement constituée.

Créer un réseau d'influenceurs et de diffuseurs d'informations sur le web

À partir de 2018, le Réseau initiera la mise en place d'une équipe de **youtubeurs** avec qui nous pourrions créer ou diffuser des vidéos. Nous mettrons également en place **une communauté facebook** de personnes prêtes à relayer nos informations et à participer à des campagnes massives d'informations.

Etudier la création d'un groupe d'activistes

En 2018, le GT modes d'actions et d'organisations (voir partie 2) **étudiera la possibilité de mettre en place un groupe d'activistes** pour organiser des actions illégales et de constituer progressivement un stock de matériel spécifique pour ce type d'actions.

Développer notre réseau de bénévoles

Afin de nous aider dans l'organisation d'événements et dans certaines tâches de travail courant, un réseau et un annuaire de bénévoles seront remis en place.

Une montée en puissance grâce à l'amélioration de la gestion de nos contacts et au travail sur les parcours d'engagement

Un travail sur les parcours d'engagement et l'amélioration de la gestion de nos contacts a été initié en 2017, via la mise en place d'un contrat de travail avec une agence informatique.

Ce travail nous permettra notamment **à partir de 2018**, **une montée en puissance en terme de mobilisation, grâce à la mise en place de formes d'actions adaptées aux différents publics** sympathisant.e.s et militant.e.s du Réseau.

4. Créer du lien et des échanges

Pour faire réseaux, les lieux d'échanges de bonnes pratiques entre les différents groupes et le travail collaboratif seront développés :

- Organiser ou participer à l'organisation d'au moins **6 rencontres intergroupes ou assemblée physiques par an** (par lieu géographique, par thématique de travail)
- Organiser ou participer à l'organisation de **temps conviviaux, comme les rencontres d'été**, tous les deux ans. À l'été 2018, le Réseau **soutiendra l'organisation des rencontres internationales antinucléaires à Narbonne**.
- Proposer de **nouveaux outils de travail collaboratifs et de mutualisation**. Diffuser plus la boîte à outils, en intégrant par exemple un article dédié dans la newsletter action.

5. Développer la formation

Mettre en place un plan de formation à destination des groupes et des militant.e.s actifs

Le Réseau mettra en place progressivement un plan de formation à destination des groupes membres et militant.e.s actifs sur ses différentes campagnes, sur les aspects organisationnels et logistiques et sur certains axes de travail particulier.

Plusieurs modules ont déjà été mis en place : PPE et réacteurs vieillissants, imaginer et construire des actions novatrices, la Surveillance citoyenne des installations nucléaires : Rechercher et collecter des informations pertinentes – Pourquoi ? Comment ? Legal team, transports. D'autres modules seront proposés prochainement : finance, communication et media training, animation de réunion, formation à l'action juridique, etc.

Ces formations seront proposées au niveau national, avec des journées thématiques et à la carte, au niveau local, en fonction des besoins.

A partir de 2018, nous prévoyons la mise en place d'**au moins deux formations au niveau national et de 2 formations au niveau local**. Après évaluation, nous envisagerons **en 2019 de porter à 4** le nombre de chaque formation.

Identifier et valoriser les compétences au sein du Réseau

L'association dispose en interne de nombreuses compétences, mais celles-ci sont souvent méconnues, non répertoriées...

Un travail d'identification et de valorisation des compétences en interne sera effectué à partir de 2018, grâce à un système de meilleure gestion de nos contacts.

II - Dynamiser la vie associative et faire vivre la démocratie interne

Favoriser une meilleure implication dans la vie de l'association, ouvrir le Réseau aux individus, animer la lutte anti-nucléaire de manière horizontale et à l'échelle de bassins de luttes et rénover notre communication interne. Voilà 4 pistes d'actions concrètes pour faire revivre la démocratie au sein du Réseau et plus largement de la lutte anti-nucléaire.

1. Impliquer l'ensemble des acteurs du Réseau dans la vie associative

Afin d'aller vers un **travail plus collaboratif**, les groupes et militant.e.s seront impliqué.e.s davantage dans les groupes de travail du Réseau, qui seront ouverts progressivement, comme c'est déjà le cas pour certains comités et groupes de travail. Des pistes concrètes seront également proposées pour permettre aux groupes d'être davantage forces de propositions en dehors des AG.

Enfin, le bénévolat et l'engagement seront mieux valorisés, via des portraits de militant.e.s mis à l'honneur par exemple.

2. Ouvrir le Réseau aux personnes physiques

Les sympathisant.e.s et donateurs.trices du Réseau qui ne font pas partie d'un groupe sont nombreux, mais nous les connaissons mal. Et, à ce jour, aucune place n'est réellement donnée à celles et ceux qui voudraient s'investir davantage pour faire vivre l'outil Réseau.

En 2018, un chantier sera ouvert sur la pratique de l'engagement et la place des groupes et des personnes physiques au sein du Réseau.

- ⇒ **Débat à animer au sein de l'association en 2018 et 2019 avec rendu des conclusions et décisions au Congrès de 2019.** Ce débat permettra de réfléchir aux questions suivantes :
- Où se situe l'avenir du Réseau ? Est-ce que seuls les groupes sont l'avenir du Réseau ?
 - Quelles places sont données aux personnes ?
 - Comment créer une communauté de personnes contributrices de la lutte anti-nucléaire sans forcément une appartenance à un groupe adhérent au Réseau ?
 - Comment le Réseau prend en compte et anime les multiples adhésions entre les groupes et les personnes ?
 - Comment permettre l'adhésion individuelle et la création de regroupements locaux ou d'un collège d'individus au sein du CA ? Avec quelle place et quel rôle ?

3. Faire vivre le Réseau à l'échelle de bassins de lutte, favoriser les assemblées de lutte et un fonctionnement horizontal

Animer des bassins de lutte

Afin de renforcer le lien avec le terrain, le Réseau sera progressivement animé autour de bassins de luttes et davantage de moyens seront consacrés à l'animation de la structure, via la mise en place de poste dédié au niveau local et national.

A partir de 2018, la priorité sera donnée au développement de **5 bassins de lutte : Grand-Est, Vallée du Rhône, Loire et Vienne, Grand-Ouest et Ile de France.** Un 6^{ème}, le Nord pourrait éventuellement être ajouté.

Assemblée de lutte et fonctionnement horizontal : vers de nouvelles dynamiques anti-nucléaires

Pour que le fameux « anti-nucléaire mais pas que » ne reste pas qu'un vain slogan, il apparaît nécessaire pour le Réseau de se questionner sur certains modes de fonctionnement et sur les mécanismes de domination à l'œuvre au sein des dynamiques collectives et de notre société en général.

Le Réseau travaillera à la création de nouvelles dynamiques anti-nucléaires (collectifs d'habitants, assemblées de lutte, dynamiques inter-régionales), en mettant en avant un fonctionnement horizontal et en mettant en place des pratiques participatives de mobilisation locale, fondées sur une forte capacité d'écoute, de parole donnée à chacun-e et de transmission.

En 2018, des outils seront mis en place pour diffuser et populariser des nouvelles pratiques, par exemple, des fiches sur l'organisation d'une assemblée de lutte ou sur l'animation participative de réunions. Des méthodes d'animation participatives seront également proposées lors des temps de rencontres, ateliers et réunions.

4. Définir une politique de communication interne

Grâce à l'arrivée d'une nouvelle chargée de communication au sein de l'association en 2018, une politique de communication interne sera définie.

Des réflexions seront lancées pour proposer des pistes d'améliorations et mettre en place un **plan de communication interne**, lorsque la nouvelle chargée de communication, ainsi que la/le futur.e chargé.e des mobilisations et de la dynamique associative, seront entré.e.s en fonction, soit **à partir du second semestre 2018**.

La communication interne sera également discutée lors d'un atelier à l'AG 2018, comme évoqué plus haut.

4/ Mieux structurer les moyens au service de nos objectifs

I- Améliorer l'organisation interne

1. Faire évoluer la gouvernance et mettre en adéquation le fonctionnement de la structure avec notre projet associatif

Le travail engagé fin 2017, dans le cadre de la démarche du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA), a eu pour objectif prioritaire l'amélioration du fonctionnement de l'équipe salariée avec un regard extérieur porté sur la structure par une intervenante pendant plusieurs jours de prestation, ceci dans le cadre d'une démarche prise en charge financièrement à 100 % par le dispositif DLA.

A la suite du DLA, la conduite du changement sera poursuivie, pour mettre en adéquation le fonctionnement de la structure avec notre projet associatif. En effet, après 20 ans d'existence, le fonctionnement de l'association n'est plus vraiment adapté à la taille de la structure et à son stade de développement.

Pour aller vers un meilleur fonctionnement interne une réflexion sera menée et des préconisations seront formulées sur le pilotage et la gouvernance du Réseau "Sortir du nucléaire" ainsi que sur les processus de décisions et de co-construction.

A partir de 2018, et dans la perspective du prochain congrès, **un chantier de réflexion sera ouvert pour revoir notre fonctionnement, nos processus de décisions internes et de co-construction**. Il est envisagé de s'entourer d'une structure d'appui pour nous aider à mener à bien ce chantier. Ce chantier se fera par étape. Une fois la réflexion menée, une formalisation par une réécriture/modification de nos documents définissant le fonctionnement de la structure sera réalisée.

⇒ **Une réflexion sur les processus de décision et de co-construction, sur le fonctionnement du Réseau et la démocratie interne sera lancée dans la perspective du Congrès 2019**. Cette première réflexion pourra être suivie par la suite d'une modification voire d'une réécriture de nos documents internes fixant notre fonctionnement. De multiples évolutions - à mettre en débat - sont possibles :

- Clarification des mandats des administrateurs-trices et des processus de décisions, mise en place d'un bureau opérationnel, amélioration de l'accompagnement lors de l'élection et la prise de poste des administrateurs-trices,
- Amélioration du processus d'élaboration d'intelligence collective,
- Implication de l'ensemble des membres dans la vie démocratique de la structure,
- Meilleure prise en compte des propositions entre les AG et les congrès,
- Mise en place de garde-fous démocratiques,
- Travail sur la transmission d'informations et sur sa circulation,
- Refonte et simplification des commissions et intégration de membres de groupes et personnes extérieures dans certains groupes de travail et comité,
- Précisions des rôles et des fonctions de chacun.e dans la structure.

2. Vers une véritable politique des richesses humaines

Inventer une nouvelle voie dans le pilotage des richesses humaines

Le Réseau s'inspira du travail qui a déjà pu être mené au sein du secteur de l'ESS, pour inventer progressivement et collectivement, une nouvelle voie dans le pilotage des richesses humaines, correspondant davantage à notre culture associative et à nos modes de fonctionnement, à la croisée des chemins entre les contraintes légales auxquelles nos associations sont soumises en matière de droit du travail et les nouvelles attentes des salarié.e.s.

⇒ **Chantier à lancer en 2018 par l'employeur et les délégués du personnel, afin de formuler des propositions de mesures concrètes pour la mise en place d'une politique des richesses humaines à partir de 2019**

Améliorer les conditions de travail des salarié.e.s et des administrateurs.trices. L'amélioration des conditions de travail passera en premier lieu par le respect de la charte des bonnes relations au sein de l'association qui a été adoptée lors de l'AG 2017. Elle passera par une limitation des risques psycho-sociaux au sein de l'équipe salariée et par une limitation de la surcharge de travail, en adaptant nos ambitions et actions au temps de travail effectif.

En 2018, les salarié.e.s seront à nouveaux consultés sur leurs conditions de travail et sur les moyens de les améliorer. **Des actions concrètes** seront mises en œuvre **en 2019**.

Poursuivre l'évolution dans la grille des salaires

Des améliorations au niveau de la politique des salaires ont été enclenchées en 2017, avec par exemple l'augmentation des plus bas salaires. Des évolutions sur la grille des salaires seront apportées, en tenant compte des possibilités de la structure et des souhaits de chaque salarié.e, en concertation avec les délégués du personnel et dans le respect de notre convention collective.

Améliorer les relations de travail entre les administrateurs.trices et les salarié.e.s

L'amélioration des relations passera par une meilleure coopération avec les administrateurs.trices grâce à des binômes administrateurs.trices - salarié.e.s travaillant dans une bonne intelligence collective et une confiance mutuelle. Cela passera également par la mise en place de meilleurs outils de travail collaboratifs dont les formes sont à préciser et à expérimenter. Des journées de travail plus régulières seront organisées, à Lyon, mais également dans nos locaux à Montreuil, lieu plus central et offrant de meilleures conditions pour l'organisation de réunions. Au moins un séminaire de travail sur plusieurs jours sera également programmé chaque année.

3. Emménager dans de nouveaux locaux

Un constat clair est partagé au sein de l'équipe CA-salarié.e.s sur le fait que les locaux actuels à Lyon, siège national de l'association, ne sont plus adaptés à nos besoins. Le Conseil d'Administration a pris la décision **de trouver un nouveau local, qui soit à la fois mieux adapté** (bureaux accolés dans un seul lieu, salle de réunions indépendante des bureaux, confidentialité des appels téléphoniques, etc.), **tout en permettant d'améliorer les conditions de travail** (luminosité, ventilation, chauffage, hauteur sous plafond, etc.).

Plusieurs pistes ont été envisagées, d'une mutualisation des locaux avec d'autres structures à une location pour notre seule association. A ce jour, en fonction du cahier des charges et du budget prévisionnel alloué, aucune démarche n'a pu aboutir positivement. Au regard de la charge actuelle de travail pour l'équipe salariée et de l'inadéquation entre les moyens alloués et la réalité du marché de l'immobilier, il n'est

pas possible à ce stade de fixer une échéance sur ce déménagement du siège social, même si celui-ci demeure à l'ordre du jour dans les prochaines années et que toutes les options restent ouvertes.

II- Mettre notre budget en rapport avec l'ambition de nos objectifs

Sur le plan financier, **l'objectif général est l'augmentation des ressources, dont le montant d'ici 2022 reste à préciser lors de la définition de notre stratégie de levée de fonds en 2018.** Le but est clair : accroître nos moyens d'actions, diffuser davantage notre information auprès du grand public, venir en accompagnement d'un plus grand nombre d'actions locales, mener davantage d'actions juridiques et de plaidoyer. Cet objectif pourra être réalisé si l'ensemble des éléments de ce plan d'action se met en œuvre et notamment les éléments suivants :

1. Pérennisation des dons « Citoyens » et amélioration de la relation donateur

Le nouvel outil de gestion de la relation aux membres permettra de pérenniser les dons citoyens avec la mise en place d'une stratégie de fidélisation et une stratégie digitale (cf partie 1 sur la communication). **L'objectif** est d'augmenter le nombre de donateurs.trices ponctuels et le nombre de donateurs.trices réguliers en passant progressivement de **10 000 à 15 000 donateurs.trices d'ici 2020.**

Cela passera par l'amélioration de la qualité de notre relation aux donateurs.trices grâce à l'analyse de nos relations écrites et téléphoniques actuelles.

En 2018, le Conseil d'Administration poursuivra le débat engagé sur une **éventuelle candidature pour être labellisé « Don en confiance ».** Cette démarche de processus continu permettra d'ouvrir le Réseau vers de nouveaux donateurs.

En 2019, le Réseau étudiera l'intérêt pour les donateurs.trices d'avoir **un espace intranet. Cela permettra de suivre leurs abonnements, commandes, dons.** Cela permettra aux membres de la communauté de changer simplement leurs coordonnées et d'éditer leur facture ou leur reçu fiscal.

2. Développer les partenariats financiers nationaux

En plus des partenariats sur des projets de communications ou dans le cadre de nos campagnes et actions, le Réseau se donnera les moyens de développer des partenariats stratégiques sur le plan financier. Suite à la réussite du partenariat avec Lush sur la mise en place d'un soutien financier à certaines actions des groupes et sur une campagne de communication où le Réseau et la lutte contre le projet Cigéo étaient mis à l'honneur en novembre 2017, le Réseau poursuivra sa stratégie de développement des partenariats.

En 2018, le Réseau signera une **convention avec Enercoop³** pour développer les opérations communes de communication et de soutiens mutuels. **Il pérenniser son partenariat avec Lush⁴.**

En 2019, il développera **2 nouveaux partenariats** du même type, ciblera certaines entreprises du « 1% pour la planète »⁵ et pérenniser les partenariats existants avec la Nef⁶, Lush et Enercoop.

3 <http://www.enercoop.fr/>

4 <https://fr.lush.com/article/charity-pot>

5 <https://www.onepercentfortheplanet.org/1-for-the-planet-france>

6 <https://www.lanef.com/>

3. Développer les dons importants

Le Réseau renouvellera sa communication pour permettre d'augmenter le nombre de grands dons, donations, legs, assurance vie, via notre fonds de dotation « Pour un futur sans nucléaire ».

Cela passera **en 2018 par la refonte de la plaquette de communication sur ce fonds de dotation** en y insérant des témoignages de donateurs.trices ainsi qu'une communication régulière de nos donateurs-trices et sympathisant.e.s sur ce sujet.

En 2019, un premier travail d'approche sera effectué avec les notaires.

III – Améliorer les systèmes d'informations

1. Stabiliser la base de données des contacts et mettre en place un nouvel outil de gestion

Un nouvel outil informatique de gestion de notre base de contacts est actuellement en cours de construction afin de permettre une meilleure interaction et une meilleure communication avec les membres du Réseau "Sortir du nucléaire" (donateurs-trices, sympathisant.e.s, groupes...). Ce nouveau logiciel permettra d'affiner les messages adressés à nos différents publics, une meilleure analyse des pratiques des membres, une synchronisation du système d'envois de mails, etc.

L'objectif est que ce **nouvel outil informatique et cette nouvelle base de données** soient **totalemt opérationnels, d'ici fin 2018**, avec une finalisation de l'ensemble des fonctionnalités.

2. Évolution des outils informatiques

Certains outils de travail en commun ne sont pas suffisamment efficaces et sont à faire évoluer en fonction des besoins de la structure.

En 2018, le Réseau fera évoluer la **plateforme d'outils collaboratifs internes (équipe CA-Salarié.e.s)** en partenariat avec la communauté du logiciel libre.

En 2019, le Réseau étendra cette réflexion avec la **mise en place d'outils** de partage, de communication et de consultation **à l'ensemble des membres de la fédération (groupes et individuels)**.

3. Optimisation et amélioration des coûts externes

Dans un souci d'une bonne maîtrise des charges, le Réseau poursuivra son travail d'optimisation des contrats avec les différents prestataires extérieurs, tout en gardant comme éthique de payer les prestations à leur juste valeur. En 2017, le Réseau a participé à faire évoluer la gérance de la Société Civile Immobilière « Un toit pour l'écologie » pour permettre d'avoir une vision sur la situation financière de cette société, propriété du local au 9 rue Dumenge dans laquelle le Réseau détient un nombre significatif de parts sociales.

En 2018 et en 2019, nous **améliorerons notre fonction achat** en suivant et revoyant régulièrement les contrats fournisseurs (impressions, envois, prestations, assurance, banques etc.) suivant l'éthique évoqué ci-dessus.

4. Renforcer la sécurité et la sauvegarde de notre système informatique

Dans le cadre de la rénovation des outils informatiques, une attention particulière sera portée à la sécurité et à la sauvegarde des données.

En 2018, le Réseau fera appel à des **prestataires spécialisés dans la sécurité informatique** et s'entourera, pour des formations internes, **de militant.e.s issu.e.s du milieu des logiciels libres et de la sécurité informatique.**

Conclusion : quel cap pour le Réseau en 2022 ?

À imaginer ensemble en préparant le Congrès 2019 et en construisant le prochain plan d'action du Réseau pour 2019-2022...

Sortir du nucléaire

 Réseau
Sortir du nucléaire
www.sortirdunucleaire.org

C'est maintenant !